



Edito

L'OBOLE POUR CACHER L'EXPLOITATION

Deux informations économiques sont parues dans la presse.

La première est que le chiffre d'affaire des dix premiers négociants mondiaux a atteint 916 milliards d'euro pour l'année 2012. Ces sociétés sont peu connues, à l'exception peut-être de Trafigura responsable d'avoir convoyé et déchargé des déchets toxiques sur les terrains vagues d'Abidjan qui ont provoqué la mort de dizaines de personnes et des milliers de blessés. Ces sociétés sont rarement cotées en bourse et sont un modèle d'opacité et opèrent pour la plupart dans les pays dominés.

L'autre information est le rapport de l'Africa Progress Panel qui souligne que la fuite des capitaux en Afrique est deux fois plus importante que l'aide internationale reçue. Des fuites organisées par les multinationales comme le souligne ce rapport :

«Les sociétés enregistrées dans les pays du G8 devraient être obligées de publier la liste complète de leurs filiales et les informations concernant leurs revenus à l'échelle internationale, leurs profits et les impôts payés dans les différentes juridictions»

Ces deux informations se rejoignent quand le rapport de l'Africa Progress Panel donne en exemple comment les multinationales spécialistes en négoce de matières premières pillent les richesses. Ainsi la République Démocratique du Congo a perdu plus d'un milliard d'euros en deux ans sur cinq transactions de concessions minières dont le potentiel et donc la valeur a largement été sous-évaluée.

Richesse insolente des multinationales d'un côté, pillage et spoliation de l'Afrique de l'autre, on a un résumé parfait de la politique impérialiste des pays riches.

Cette politique qui empêche depuis des siècles un développement économique et sociale qui permettrait aux populations de vivre décemment.

L'Afrique n'a pas besoin des oboles des capitalistes de ce monde, mais d'équité , une notion qui , même si elle n'est pas cotée en bourse reste un puissant levier pour les luttes futures.

Paul Martial

S O M M A I R E

Edito

L'obole pour cacher l'exploitation

Brèves

Ouganda -Togo
Sénagal_Tchad-Mali

Nouvelles du Continent

Lutter contre l'homophobie, c'est lutter
contre l'impérialisme
Mauritanie : 30 ans de combat des FLAM
Djibouti : L'Afrique et le mythe de la
démocratie
Madagascar situation du pays

Françafrique

Rwanda : Génocide des Tutsi : l'excellence
française
La situation après l'intervention au Mali
Interview de l'AFASPA

Dossier FSM Tunisie

Lutte camp de Choucha Bernard
Vers la convergence des luttes

Culture

La pacification en Algérie : le livre noir

UGANDAN : Cacher ce genou que je ne saurai voir



Après avoir mené une politique homophobe à travers tout le pays, les églises et des dirigeants du parti au pouvoir en Ouganda veulent faire adopter une loi interdisant les mini jupes et ce au nom de la lutte contre la pornographie. Et quant on parle de mini-jupe, Il s'agit de toutes les jupes qui sont ... au-dessus du genou. Ces pères la pudeur estiment que les mini jupes poussent à la violence sexuelle confirmant ainsi l'idée que les femmes seraient responsables de leur agression. Le patriarcat n'a pas de limite, hier contre les droits des homosexuels aujourd'hui pour restreindre les droits des femmes.

Paul Martial

TOGO : Un nouvel assassinat du régime Gnassimbé

Étienne YAKANOU, militant de l'opposition vient de mourir dans les geôles de Faure Gnassimbé. Emprisonné depuis plus de quatre mois dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara. Si Gnassimbé peut agir de la sorte, c'est aussi parce que l'Union européenne, notamment la France soutiennent ce régime de la honte qui tente de se maintenir au pouvoir à coup de provocation et de répression.

Paul Martial

SENEGAL : An 1 de Macky 1er héritier de Wade

Élu triomphalement face à son mentor et père spirituel libéral Abdoulaye Wade, Macky Sall a bien retenu sa leçon. Nominations de proches membres de sa famille, continuité de la politique néo libérale du PDS. Certes, Macky a lancé des poursuites contre les prédateurs de l'ancien régime, ses ex-compagnons qui l'ont traîné dans la boue, notamment Karim Wade, fils de l'ex-Président mais en vérité...Wade et Macky c'est comme on dit au pays, bonnet blanc et blanc bonnet...C'est ça même !

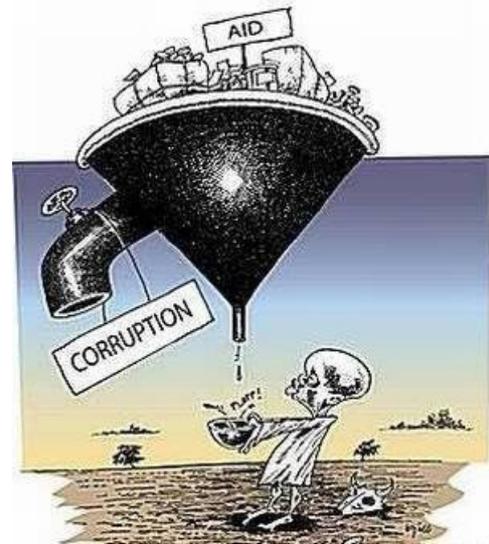
Moulzo

TCHAD: La France Déby trice !

Le dictateur tchadien Idriss Déby 1er doit se frotter les mains car il a réussi un coup de maître ! En envoyant 2000 soldats tchadiens soutenir le maître français, Idriss 1er avait bien flairé le coup. Le 13 mai, les soldats tchadiens rentrés au pays ont défilé sous les acclamations de la foule. Il fallait bien capitaliser cette participation des FATIM (forces armées tchadiennes en intervention au Mali). Désormais et c'est là le coup de maître, Idriss Déby 1er peut continuer à tuer les opposants, falsifier les votes et continuer son règne...La France a une dette à son égard. Chapeau bas Monsieur le dictateur mais les forces anti-impérialistes elles ne vous donneront jamais un chèque en blanc...A bon entendeur.

Moulzo

MALI: le mendiant et l'argent (du) roi



L'union européenne a débloqué 3,25 milliard d'euros afin d'aider le Mali à se reconstruire. Plus que les 2 milliards qu'attendait le Président par intérim Dioncounda Traoré. Bien évidemment, tous les Maliens savent bien où ira une bonne partie de cet argent : dans les poches des hommes politiques . Ils pourront continuer à se construire des villas, à s'acheter des maisons en Europe, aux États-Unis et ailleurs, leurs enfants pourront continuer à étudier à l'étranger dans les meilleures universités. Quant aux Maliens, les pauvres, les laissés pour compte, les sans culottes et autres misérables, ils auront les miettes comme d'habitude...A moins que le peuple debout se lève et prenne son dû: le Mali. L'aumône et la misère sont deux infirmes qui cheminent s'appuyant l'un sur l'autre.

Moulzo

MADAGASCAR : Chaos libéral et mascarade électorale

La « crise » malgache actuelle, commencée en 2009, procède d'une lutte entre fractions dirigeantes politico-affairistes (dont celles de Ravalomanana et Rajoelina) pour le contrôle du pouvoir sous la pression d'enjeux géopolitiques avec multinationales et puissances étrangères anciennes et/ou émergentes à l'œuvre. D'escalades en surenchères, la compétition a très vite dégénéré en véritable chaos dans lequel la population étouffe...

Quid des élections ?

Le processus de sortie de crise articulant, d'un côté, diverses et successives solutions malgaches et, de l'autre, diktats de la « communauté internationale » (ONU, UE, UA, SADC) (1), a mis et continue de mettre en œuvre un « partage du pouvoir » entre fractions belligérantes, une « feuille de route » signée le 17 septembre 2010 par la quasi-totalité des groupements de politiciens et un corpus d'engagements des acteurs politiques construit grâce à la médiation de la SADC (mandatée par l'Union africaine selon le principe de subsidiarité pour traiter de la sortie de crise malgache). De cette feuille de route ont procédé le referendum controversé du 17 novembre 2010 pour la IV^e république puis la constitution de l'actuel gouvernement d'« union nationale », la désignation d'un Premier ministre consensuel et la définition d'un calendrier électoral. Le processus électoral de sortie de crise est maintenant mis en œuvre mais, pilonné par les uns et les autres et largement controversé, tiendra-t-il la route ?

On se rappelle que, sous la pression et le diktat de la « communauté internationale » (ONU, UE, UA, SADC – Communauté de développement d'Afrique australe) et pour aller vers une « sortie de crise apaisée », le président renversé et exilé en Afrique du Sud, Ravalomanana, le 12 décembre 2012, et le putschiste et actuel président de la Transition, Rajoelina, se sont engagés le 15 janvier 2013 à renoncer à se présenter à la présidentielle. À rappeler aussi que, le 5 février 2013, la Cenit (commission électorale nationale indépendante de la Transition) a annoncé, avec l'aval de la SADC et des Nations unies, que la présidentielle était reportée du 8 mai au 24 juillet 2013. Quid alors de cette élection en préparation ?

Candidatures controversées et tours de passe-passe

Quarante-neuf dossiers de candidature ont été déposés dans les délais impartis à la cour électorale spéciale (CES). Les candidatures de Lalao Ravalomanana, épouse du président exilé en Afrique du Sud, et de Didier Ratsiraka, chef de l'État de 1975 à 1993 et de 1997 à 2002, ont été validées, en dépit du fait qu'elles ne remplissent pas la condition de six mois de résidence : la cour a estimé que les circonstances politiques avaient fait obstacle à leur retour. Huit candidatures ont été invalidées pour vice de forme et un candidat s'est désisté.

Un coup de théâtre est survenu après à la date de clôture de dépôt des dossiers : Rajoelina, de retour d'un séjour au Vatican et à Paris, a décidé de déposer sa candidature, laquelle a été acceptée par la CES. La décision a été vivement critiquée par les organisations de la société civile, nombre d'hommes politiques, la majorité des candidats et la plupart des médias, qui estiment que la crédibilité de la cour est déjà définitivement compromise et, avec elle, la garantie d'élections transparentes et démocratiques. Le SeFaFi, observatoire de la vie publique, a qualifié la décision de « forfaiture ». Des appels à la révocation des neuf magistrats de la CES ont été lancés. La plateforme nationale des organisations de la société civile réclame en outre la disqualification d'Andry Rajoelina. La cour a tenté de se défendre, affirmant avoir jugé en conformité avec la loi et les conventions internationales auxquelles Madagascar est partie.

La France et l'UE disent regretter ce « faux-pas » inaugural qui décrédibilise la suite prévue du processus électoral. Organe de la HCC (Haute Cour constitutionnelle), cette cour qui recevait les dossiers de candidature à la présidentielle et à la députation sera chargée « du contentieux électoral et de la proclamation des résultats définitifs ». La troïka de la SADC a exhorté les trois postulants controversés à réfléchir au retrait de leur candidature « au nom de la paix et de la stabilité » : les trois interpellés ont opposé une fin de non-recevoir à ce qui n'est, selon eux, qu'une « proposition », qui fait fi de la souveraineté nationale.

Des candidats Ubu

Le président de la Transition a ainsi renié l'engagement qu'il avait pris en janvier, sous la pression de la communauté internationale, de renoncer à sa candidature, en vertu du principe du « ni...ni », laborieusement négocié avec les deux principaux protagonistes. Un revirement qui s'expliquerait par l'acceptation des dossiers de Didier Ratsiraka et surtout de Lalao Ravalomanana, qui avait été autorisée à rentrer d'exil pour se rendre au chevet de sa mère hospitalisée à la condition expresse, négociée avec la SADC, qu'elle s'abstienne de toute activité politique. Selon certains observateurs, Andry Rajoelina aurait obtenu cette « faveur » de la CES pour ne pas prendre le risque que son dépôt de candidature déclenche *in extremis* celle de Marc Ravalomanana.



Rajoelina et Ravalomanana

Au final, 41 candidats vont concourir à la présidentielle du 24 juillet. Certaines candidatures apparaissent comme des candidatures tactiques au service de l'une ou l'autre des fractions majeures en lutte et seront retirées à terme. Le nombre pléthorique de candidats, qui ont dû pourtant verser chacun une caution équivalente à 17 000 €, est perçu par les analystes comme le signe d'un grave dysfonctionnement de la représentation politique. Une pléthore qui est l'expression de l'égoïsme de la classe politique et une nouvelle illustration de son

comportement prédateur. D'ailleurs, la question du plafonnement des dépenses électorales n'a toujours pas été tranchée : un texte serait en discussion au sein du gouvernement mais le Premier ministre reconnaît que le consensus sera difficile à trouver.

Le Bianco (bureau indépendant anti-corruption) a proposé aux candidats de signer un document comportant des engagements les incitant à respecter l'État de droit, l'indépendance de la justice et les principes de séparation des pouvoirs, à renforcer les institutions de la République, à faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans l'exercice de leur mandat, à déclarer spontanément leur patrimoine après leur prise de fonction et à renforcer la bonne gouvernance. Moins de la moitié des candidats l'auraient signé, c'est dire !

Plusieurs autres controverses virulentes plombent sévèrement la présidentielle. L'élection inaugurerait l'usage du bulletin unique (édité au format A3 !) à Madagascar, recommandé de longue date par la communauté internationale et les experts électoraux pour limiter les risques de fraude. Un usage qui risque d'être problématique en raison du nombre de candidats, du faible niveau scolaire de certains et de l'absence d'éducation des électeurs.

D'autres controverses portent sur le délai de démission des autorités publiques candidates (président de la Transition, ministres, membres du Congrès et du Conseil supérieur de la Transition). Des délais pour démissionner sont prévus pour chaque cas : Rajoelina, président de la Transition, a au plus tard 60 jours avant le scrutin donc ce 24 mai pour s'exécuter. D'une manière générale, concernant ces démissions, la Transition est confrontée à un imbroglio juridique dû à la présence simultanée d'une Constitution issue d'un référendum (contesté) et d'une feuille de route adoptée postérieurement à la loi fondamentale. Certains candidats membres d'institutions auraient dû, selon tel ou tel texte en vigueur, démissionner le 6 mai dernier : ils sont toujours en poste à ce jour !

Enfin la question d'une direction collégiale qui devrait prendre le relais du candidat Rajoelina pour diriger la Transition jusqu'à l'élection du nouveau président et le bras de fer pour désigner les titulaires font aussi débat. Les

observateurs s'interrogent sur les intentions de Rajoelina, prêt à tout pour conserver le pouvoir, via un politicien de sa clique, jusqu'à la présidentielle.

Le processus électoral face à la perspective d'une Transition-bis

Alors que le processus électoral prévu par la feuille de route se construit cahin-caha, un « dialogue malgache-malgache » initié par les quatre chefs de congrégations chrétiennes (le FFKM) a appelé à une refondation de l'Etat qui impliquerait une nouvelle Transition neutre, de 18 mois, dirigée par un Premier ministre doté de pouvoirs élargis, une nouvelle feuille de route de sortie de crise, l'adoption d'une nouvelle Constitution par une Constituante, la dissolution des institutions de l'actuelle Transition, le report de l'élection présidentielle, le retour des exilés politiques, la libération de tous les prisonniers politiques, la réouverture des stations radio et TV fermées par le régime et l'accès de toutes les forces politiques aux antennes nationales. Un « conseil présidentiel » pourrait réunir tous les anciens chefs d'Etat, il n'aurait qu'un pouvoir symbolique. Près de 700 personnes appartenant à 231 organisations ont participé aux travaux et ont affirmé avoir parlé « au nom du peuple malgache ». L'incertitude règne autour de la force exécutoire de ces propositions. La démarche du FFKM ne soulève pas l'adhésion unanime de la classe politique et elle effraie la communauté internationale, très attachée à la poursuite du processus actuel. Les candidats et une partie de la classe politique reconnaissent le rôle que peut jouer le FFKM dans la réconciliation et l'apaisement mais insistent sur le maintien du calendrier électoral.

Le conseil de réconciliation (CRM), autre instance impliquée dans la sortie de crise, envisage d'organiser une rencontre des 41 candidats pour leur proposer de signer une charte sensée prévenir troubles et contestations, de l'amont à l'aval de la période électorale. L'institution de réconciliation prévue par la feuille de route a été prise de vitesse par le FFKM, dont les initiatives ont bénéficié d'une importante couverture médiatique. Le CRM chercherait à sortir de son isolement en essayant de faire converger ses actions avec celles du FFKM. Une

offre de rapprochement a été faite en ce sens aux Eglises.

Les pieds dans le plat du processus électoral...

Parallèlement aux élucubrations électorales, d'autres événements sont à remarquer et ont leur importance :

– La recrudescence des actes de banditisme dans le Sud pourrait affecter gravement la participation aux élections. Des attaques de *dahalo* (brigands, voleurs de zébus) y sont régulièrement signalées. La vindicte populaire devient monnaie courante, face aux agressions subies et à l'impuissance des forces de l'ordre. La presse se fait largement l'écho de lynchages de prédateurs.

– Perle Zafinandro-Fourquet et la dizaine de membres de l'association Fagnomba (« Solidarité »), emprisonnés depuis le 12 mars à Tolagnaro, ont été libérés à l'issue de leur procès. Le jugement condamne le groupe à un an de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve pour avoir organisé des barrages sur les voies d'accès à l'entreprise QMM (Quit Minerals Madagascar), une joint-venture entre l'Etat malgache et la multinationale Qit-Fer, filiale de Rio Tinto. Perle Zafinandro-Fourquet fait appel, la mobilisation de la population locale reste très forte.

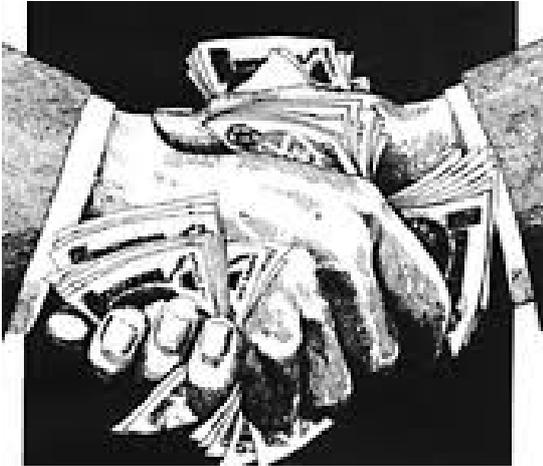
– Le syndicat des journalistes (SJM) interpelle la communauté internationale à intervenir en faveur de la réouverture des 77 stations de radio et TV fermées par le pouvoir de Transition ces dernières années. Le SJM estime notamment qu'en période de pré-campagne, tous les citoyens ont droit à une information pluraliste.

– L'Alliance Voahary Gasy soupçonne une reprise massive des exportations illicites de bois de rose, une situation jugée chaotique, aggravée par la campagne électorale qui focalise toute l'attention et la prochaine mise en application des dispositions contraignantes de l'annexe II de la Cites. Certains candidats pourraient également être à la recherche de fonds pour financer leur campagne.

– Madagascar fait face à sa plus grande invasion de criquets depuis 16 ans. Le cyclone Haruna, qui a frappé l'île en février, a créé les conditions favorables à la prolifération des migrants. Plus de la moitié de la population est désormais menacée dans sa sécurité alimentaire. La FAO recherche

désespérément des fonds. La situation pourrait affecter le taux de participation aux prochaines élections dans plusieurs régions.

Aucun candidat ne porte les aspirations de la population



Les acteurs, locaux ou étrangers, de ce chaos libéral, disent tout et son contraire. On dit vouloir maintenir le calendrier électoral et on le pilonne... Il est vrai que la population en a assez et voudrait que cette Transition qui la fait souffrir prenne fin, même si elle est elle-même partagée, et le jeu politicien est obligé d'en tenir compte dans ses manigances... pour ne pas laisser du champ à

des actions populaires, plus ou moins violentes, contre les multinationales ou d'autres prédateurs, contre les abus de l'administration, pour défendre des droits, etc., comme cela se produit de plus en plus en plusieurs endroits mais de façon isolée et non coordonnée pour le moment...

Aucun candidat ne porte les aspirations de la population ni dans leur intégralité ni dans leur cohérence : celles-ci sont juste instrumentalisées par des écuries largement sponsorisées et porteuses d'intérêts invouables...

On se demande si, aussi bien la plupart des politiciens à l'œuvre que les multinationales déjà en piste pour des ressources minières, foncières et halieutiques déterminées, ne cherchent pas à faire perdurer le chaos pour gagner du temps, grignoter de la marge de manœuvre. Mais c'est jouer avec le feu !

Pour l'instant et même si le processus électoral se poursuit, il y a incertitudes réelles quant à une sortie de crise satisfaisante, dans l'intérêt de la population ! Affaire à suivre...

Pierre Sidy

Lutter contre l'homophobie c'est lutter contre l'impérialisme

INTRODUCTION: L'ENJEU THEORIQUE AUTOUR DU DEBAT SUR L'HOMOSEXUALITE EN AFRIQUE

Ce n'est pas parce que les impérialistes utilisent parfois les luttes des femmes, les luttes homos, les luttes de minorités diverses, ou même les luttes environnementales que ces luttes sont en soi impérialistes...

Il m'a été demandé pour une revue militante de faire un article sur « Afrique et oppression/répression de l'homosexualité en Afrique », puisque je m'intéresse au sujet et que par ailleurs je vis au Nigeria pour des raisons professionnelles (pas dans une grande compagnie vampire).

Par ailleurs, depuis quelques temps des débats tournent, dans un petit milieu militant ou universitaire, autour de la question des rapports du mouvement homosexuel et de l'impérialisme culturel et social des pays du Nord, globalement, sur les pays du Sud. Cette question est, en quelque sorte, les structures d'émancipation des pays du Nord sont-elles oui ou non nuisibles au Sud ? Existe-t-il un impérialisme de l'émancipation ?

Résumons le débat. Ce qui est appelé droit humain et qui a donné la notion juridique des droits à la personne est un concept qui, tel qu'il existe dans le monde aujourd'hui, est né très majoritairement dans la sphère culturelle du monde

occidental et de sa modernité, dans le cadre globale la philosophie des Lumières, française et anglaise, et qui considère que l'individu au centre de la société et sa rationalité propre sont l'aboutissement et la raison finale de l'organisation sociale. Les stratégies de l'émancipation aujourd'hui ne veulent pas anéantir la pensée des Lumières mais plutôt l'approfondir et lui donner tout son sens dans le dépassement de la contradiction Émancipation individuelle/Émancipation sociale. Pour nous, il est impossible d'affirmer que le besoin de liberté en tant qu'individu constitue un besoin qui serait en soi nécessairement connecté au libéralisme, au capitalisme, et que toute philosophie du droit individuel (droit sexuel par exemple) ne pourrait qu'être une extension du règne d'un libéralisme. On peut admettre qu'un individu a en soi des droits tout en admettant que ces droits existent dans le cadre d'une société solidaire, y compris une société qui maintient certaines structures traditionnelles contre l'agression que l'équation « modernité imposée égale capitalisme obligatoire » veut lui imposer. Par conséquent, oui, souvent, la forme que peut prendre la résistance à l'impérialisme est le renforcement de traditions, traditions familiales, religieuses, de solidarité, avec à la fois leurs vraies structures de résistance mais leurs vraies structures coercitives (pour les femmes, pour les homos, pour les

minorités culturelles et religieuses etc ...).

C'est pourquoi certains détracteurs de la notion de droits sexuels ou droits à la sexualité aujourd'hui expliquent sous couvert d'anti-impérialisme que ces notions de liberté sexuelle et de droits homosexuels sont bien souvent un cheval de Troie de l'impérialisme et ils ont tort. Pour eux, (nous prendrons ici l'exemple de Joseph Messad, universitaire palestino-étasunien), la notion de droit à la sexualité à partir du moment où elle est née aux États-Unis dans les années 60 et est arrivée en Europe dans les années 70, et s'est construite historiquement dans le champ de ces sociétés blanches impérialistes et racistes ne peut pas s'« importer » dans d'autres sociétés car elles sont structurées autour de l'individu homme moderne, blanc, capitaliste qui donne à l'immédiateté de son plaisir, de sa vie, la priorité sur l'existence du groupe (je fais vite mais je ne fais pas faux, je crois, en expliquant les choses comme cela). Pour Messad et celles et ceux qui suivent son orientation, on n'hésite pas à parler d'« internationale gay » et d'homo-nationalisme. Pour les défenseurs de ce courant, bien souvent, les personnes victimes de répression de la part d'États homophobes ne le sont pas parce que pratiquant l'homosexualité, mais parce que les organisations homos « occidentales », par leurs soutiens et leurs manières de poser les problématiques les mettraient en danger. En d'autres termes, ce ne sont pas les États répressifs qui créent le danger mais les associations de « l'internationale gay ». Le mouvement féministe serait aussi un mouvement d'aboutissement d'un individualisme intégral non solidaire, lié à l'ultra fragmentation du monde libéral.

Ainsi, il serait nécessaire de réagir à cette « invasion » des normes philosophiques juridiques, occidentales, en réfutant radicalement les luttes homos et les luttes des femmes par exemple. De la même manière, et c'est vrai que la question existe aussi et peut et doit se poser pour être résolue, un jour, l'imposition de normes sociales, juridiques, de santé, d'éducation, et de développement écologique, peut souvent être utilisée pour empêcher les pays économiquement dominés d'imposer leur compétitivité dans la mondialisation, par exemple. Est ce que cela veut dire qu'il faut renoncer à protéger les travailleurs du Sud par plus de normes ? Non, mais alors comment les luttes homos, féministes, les luttes des travailleurs au nord et aux sud s'articulent -elles ? Je ne parlerai pas ici de l'articulation de la lutte de classe au Nord et au Sud ; nous ne parlerons pas à la place des féministes, ni des personnes transsexuelles mais nous pensons que notre vie d'homo blanc européen avec des homos africains subsahariens ou maghrébins depuis de nombreuses années nous donne une part de légitimité à la parole sans pour autant me substituer à la parole des africains eux-mêmes.

Il est nécessaire de lutter contre tout relativisme absolu qui nie la réalité planétaire d'un problème (homophobie, pillage des ressources, patriarcat, racialisation des rapports sociaux) tout en étant conscient que, par moments, dans les rapports de domination, on joue à prendre en otage les rapports de domination pour justifier d'autres dominations). Il est nécessaire de décoder certains discours émancipateurs « par la force » aussi.

Pour se faire, nous nous opposerons assez souvent à ce

qui est affirmé dans le texte suivant, dont nous ne citerons pas d'extraits mais auquel nous renvoyons les lecteurs pour comprendre les enjeux du débat. Il s'agit de l'ouvrage de Félix Boggio-Ewanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*, Paris, La Fabrique, 2012. Nous voulons être clair sur ce point. Nous sommes en désaccord presque total avec l'ensemble du travail réalisé dans cet ouvrage et notamment la partie que Félix Boggio-Ewanjé-Épée a rédigée sur l'homonationalisme (avec quelques points d'accord partiels). Cependant, nous sommes persuadé, pour éviter tous les propos polémiques, que les deux auteurs de cet ouvrage ne sont ni sexistes, ni homophobes, (tout comme Houria Bouteldja du Parti des Indigènes de la République dont les prises de position ont pu légitimement choquer, ou l'universitaire théoricien de l'homo-nationalisme Joseph Messad). Cependant, malheureusement, leur incapacité à articuler les questions raciales et sexuelles reproduit à l'identique et pour l'éternité l'erreur de tous les courants de gauche qui refusent l'articulation mais qui veulent toujours considérer comme supérieure l'oppression qu'ils décrivent comme étant la leur et qui serait supérieure à celle d'autres groupes sociaux.

L'ouvrage cité sur valorise la dimension pourtant juste de la racialisation et du colonialisme dans la politique sexuelle, pour en finir à trouver les terrains d'oppression qui ne sont pas les leurs, comme celui des luttes homos ou féministes comme des « choses qui embarrassent » « et dont ils choisissent presque de faire des alliés objectifs de l'impérialisme ». Nous avons bien compris aussi que lorsqu'ils affirment que l'homosexualité n'existe pas, ils veulent parler de l'homosexualité vécue publiquement, et ils assument ce point dans leur ouvrage. Cela ne fait pas d'eux des homophobes, mais ils expliquent que la forme sociale « gay » avec ses débats, ses revendications et son agenda est un concept occidental et qu'il ne peut correspondre au sociétés « autres ». On ne comprend pas trop ou est la délimitation entre l'Occident et les « autres » d'ailleurs, surtout quand ils situent les jeunes Français des quartiers populaires, victimes de racisme, comme étant dans un espace « autre ». Nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'homophobie mais Bouteldja affirme dans un texte important qu'en effet tout le monde n'a pas besoin d'être gay. Elle ne dit pas que les personnes à sexualité homo n'existent pas dans certaines « cultures », mais elle affirme comme les deux auteurs du livre pré-cité que toutes les « cultures » ne vivent pas une sexualité ouverte et que c'est en quelque sorte un « Occident » qui impose cette publicisation du phénomène.

Nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette affirmation. Nous n'en faisons pas des fascistes ou des salauds mais nous pensons que leur idée qui se veut anti impérialiste à terme, finit par être très dangereuse, ultra relativiste et exotisante et qu'elle est totalement erronée dans un contexte de mondialisation culturelle certes impérialiste, mais qui dégage aussi des lignes de luttes qui elles aussi se mondialisent.

Pour notre part, nous pensons que la critique des tactiques militantes est légitime et que certaines critiques de la gauche anti-homo nationaliste sont fondées. Ce courant qui s'en prend aux mouvances homosexuelles militantes du Nord quand elles interviennent sur les pays du Sud, peut être légitime à certains moments et dans le livre pré-cité

Felix Boggio-Ewanjé-Épée donne des exemples qui peuvent être pertinents.

Mais pour autant, la critique de la tactique, ne peut justifier la critique de l'émancipation homosexuelle coordonnée dans des pays de niveaux d'insertion différents dans le capitalisme international, dans des sociétés plus ou moins sécularisées et aux réseaux de traditions plus ou moins importants. Il ne faut pas mélanger les deux niveaux d'analyse et pour ce que nous en pensons, l'essai préalablement cité ainsi que les propos publics d'Houria Bouteldja sur la question font volontairement une confusion entre la critique de certaines tactiques d'émancipations et la critique des besoins d'émancipation en eux mêmes. Et c'est cette confusion entre un premier plan qui peut nous relier à eux et le second qui nous paraît inacceptable qui donne ce texte.

A/ CERTES DES CAS D'IMPERIALISMES TACTIQUES EXISTENT ...

Il est évident que dans différents cas, l'action de mouvements homosexuels d'Europe ou des États Unis ont eu des conséquences négatives sur des populations ciblées dans des pays où elles sont victimes de répression .

Malheureusement pour les militants «homos» (nous allons garder ce terme pour le moment), la question de l'homosexualité ou plus largement des minorités sexuelles en Afrique est devenu l'instrument récurrent d'une opposition entre d'un côté, certains acteurs africains politiques réactionnaires connus et importants dans les sphères politiques et de l'État, qui l'utilisent à travers des formes de nationalisme culturel pour dénigrer des pratiques d'importation supposément étrangère, dans un souci de démarcation avec les modes de vie occidentaux, et de l'autre, des défenseurs des droits humains en « Occident » qui stigmatisent les pays africains comme étant le théâtre privilégié d'une «homophobie» à combattre. Les Africains seraient des barbares, des sauvages. Cette binarité entre des accusations de l'intérieur et des soutiens de l'extérieur ne rend pas toujours évidente la marge de manœuvre des homosexuel/LE:s africain/e/s.

Des militants des pays du Nord, où des politiques sexuelles sont déjà plus ou moins intégrées dans les sphères du droit ou de la vie sociale, ont tendance à voir l'Afrique comme le continent maudit pour les homos. L'Afrique serait le continent maudit et l'Islam la religion maudite par excellence, et cette vision essentialiste ne renforce pas, il est vrai, la possibilité de sortir de l'état de crise actuel, car si les choses sont affirmées de cette manière, les États et les peuples ont tendance à se braquer dans une forme de « souveraineté homophobe ».

« La critique des mobilisations internationales a commencé à s'exprimer fortement dès le début des années 2000. Par exemple, au moment de l'affaire du Queen Boat, alors que les Égyptiens emprisonnés se défendaient d'être homosexuels, les militants français d'Act Up-Paris manifestaient au son du slogan « Rendez nous nos amants» .Depuis quelques années, la critique des actions menées par les militants internationaux/occidentaux provient aussi des organisations représentant les minorités sexuelles en Afrique. Par exemple, un texte signé par une

vingtaine de groupes africains, diffusé lors du Forum social mondial de Nairobi en 2007, mettait en garde contre l'organisation britannique Out Rage! dirigée par l'activiste Peter Tatchell (dont on se rappelle les actions musclées contre Robert Mugabe), qui appelait alors à une campagne contre l'adoption d'une loi interdisant le mariage homosexuel au Nigeria. Il lui était reproché d'imposer des méthodes et un agenda nuisant à l'intérêt des personnes concernées sans concertation avec elles. » (voir rapport cité en bas de page : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/126005.pdf>).

Les associations peuvent bien sûr imposer des agendas qui ne correspondent pas aux militants locaux, mais des États peuvent aussi le faire dans le cadre de batailles juridiques internationales. Il existe de nombreux exemples, mais nous n'en prendrons qu'un.

« David Cameron annonçait il y a quelques temps que les États africains qui criminalisent l'homosexualité risquaient de voir leur aide diminuée, déclaration immédiatement perçue comme un exemple flagrant d'impérialisme culturel auquel plusieurs dirigeants africains (par exemple au Ghana ou en Ouganda) ont répondu que rien ne les fera abandonner leurs valeurs, dénonçant la menace contre la souveraineté des États que représentait cette annonce. En même temps, une pétition d « activistes africains pour la justice sociale » signée par plus de cinquante organisations africaines (majoritairement de défense des minorités sexuelles) expliquait que cela n'était pas là le meilleur service à rendre aux personnes concernées, soulignant en particulier l'appartenance des minorités sexuelles aux populations bénéficiant des aides financières, la nécessité d'agir par l'éducation plutôt que par la sanction et les risques de retour de bâton auxquels les personnes concernées pouvaient se trouver exposées du fait de l'application de telles mesures. » (<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/126005.pdf>). Cette question est une vraie question.

Il faut penser à cela et bien sûr, il est fondamental de ne pas imposer d'agenda, mais nous critiquerons les tenants du courant de la critique de l'homo-nationalisme sur deux points :

1/ Bien souvent, ils ne critiquent pas seulement des tactiques, mais l'idée même de processus d'émancipation. Qu'il ne faille pas militer à la place des gens est une chose, mais affirmer que l'idée d'émancipation homosexuelle n'existe pas dans certains pays, car l'idée même d'une liberté sexuelle est un impérialisme, en est une autre.

2/ Pour se faire, les tenants de la gauche anti-homonationaliste partent d'une binarité qui a peut-être existé mais qui n'existe plus aujourd'hui dans le cadre d'une société mondialisée. Ils considèrent que les sociétés capitalistes libérales développées, individualistes, ont permis l'émergence de notions comme la liberté sexuelle qui ne correspondent pas du tout à la manière de vivre d' « autres » sociétés. Ils opposent pratique et identité, ce qui ne peut aujourd'hui être opératoire pour comprendre un monde articulé mondialement. Ils ne nient pas du tout que des pratiques homosexuelles existent partout sur la planète, mais ils considèrent que seuls les pays impérialistes en ont fait, pour un nombre de raisons socio-historiques, une « identité » qui culmine dans le mot « gay » ou dans la notion de lgbt (qui pose aussi la

question du lien homo/trans, mais c'est une autre question).

Nous pensons, à l'opposé, sans avoir fait de recherche sur la question mais par des années de vie avec des homos africains et maghrébins, que cette binarité imperméable n'existe pas. Ce qui existe aujourd'hui c'est une ternarité poreuse. Il y a, selon les pays, selon les personnes, selon les moments, des personnes à pratiques homosexuelles, des personnes à identité vécue dans le secret de réseaux plus ou moins larges, et des personnes qui publicisent et politisent le sujet. Et nous pensons que la notion de binarité pratique / identité ne correspond plus du tout au monde dans lequel on vit où des personnes qui se vivent homos au Nigeria, au Belize (dernier pays d'Amérique latine où l'homosexualité est réprimée) ou au Vietnam ont à la fois des éléments d'homosexualité culturelle spécifiques et accèss, par de nombreux canaux, à des modes de vie qui existent ailleurs, des revendications, des musiques etc ... Ces modèles sont peut être « occidentaux », mais cela ne veut pas dire que c'est à l'Occident que ces homos s'identifient. Un homosexuel nigérian peut être très à l'aise dans sa culture nigériane, y compris appartenir à une Église, et regarder des vidéos de la série « Queer as folk » ou d'autres films américains gays et les intégrer à sa culture personnelle. Il s'identifie à tout cela, comme moi, gay français, je me suis construit comme un Français tout en pouvant aller dans n'importe quelle gay pride dans le monde et y retrouver des éléments d'une culture homo mondiale en constitution. Et je suis sûr que je le vivrai non seulement à San Francisco ou à Berlin mais aussi à Oulan-Bator.

On peut dire que l'identité homosexuelle dans sa manière d'être vécue est relative et socialement construite, mais on ne peut pas dire pour autant qu'elle est en soi une construction totale et uniquement narrative ou discursive (simplement un effet d'énonciation) et que par magie, sur certaines parties du globe, les homos n'existeraient pas. Nous avons foulé le sol de 42 pays et nous avons dans une bonne partie d'entre eux vu des homosexuels qui aspireraient à pouvoir l'être sans répression sociale, culturelle ou religieuse.

B/ ... MAIS MAJORITAIREMENT, CE NE SONT PAS LES ASSOCIATIONS HOMOSEXUELLES DU NORD QUI AGISSENT EN ET SUR L'AFRIQUE AUJOURD'HUI, MAIS BIEN LES COURANTS RELIGIEUX LES PLUS REACTIONNAIRES. ON AIMERAIT QUE LES CRITIQUES DE L'HOMONATIONALISME S'INTERESSENT UN PEU PLUS A EUX.

B1/ DES COURANTS REACTIONNAIRES S'AGITENT....

Une des organisations de promotion de l'homophobie en Afrique vient des États-Unis. Elle s'appelle l'IRD (Institut sur la Religion et la Démocratie/ Institute on Religion and Democracy). Cette structure s'oppose à toute évolution des droits des homosexuels en Afrique et à tout politique progressiste sur le droit à l'avortement par exemple. En Afrique, l'IRD et d'autres structures conservatrices présentent l'idée de « droits humains » comme des visées impérialistes dont le but est de manipuler les Africains pour

leur faire accepter l'homosexualité. Il font tout pour faire caractériser par les structures dirigeantes africaines l'homosexualité comme une simple déformation occidentale. Pour l'IRD, cette campagne est à la fois une campagne de long terme d'infiltration des sphères d'État. En fait, pour cette structure de type « think tank » de la droite chrétienne, il s'agit de gagner la bataille contre les Églises progressistes au niveau mondial en utilisant le terrain africain et sud américain pour renforcer les courants réactionnaires sexistes et homophobes. L'IRD se bat contre les courants des églises américaines qui défendent une ouverture sur les questions sexuelles et qui continuent à promouvoir l'État social, la sécurité sociale et la promotion de la justice sociale. L'IRD utilise l'Afrique comme un terreau pour renforcer son courant. L'IRD, les courants du « Nouveau chrétien » et toutes les églises conservatrices évangéliques construisent des liens importants avec les Églises de leurs réseaux en Afrique, où elles peuvent faire jouer leurs pensées avec en face, des résistants progressistes beaucoup plus faibles et moins organisés qu'aux États-Unis où le mouvement homo et le mouvement des femmes sont structurés, organisés et aussi financés. Les terres africaines deviennent pour les Églises réactionnaires le nouveau terrain de bataille pour éviter toute progression au niveau mondial des droits sociaux et humains homosexuels.

La droite républicaine et sa puissance financière financent les réseaux des Églises les plus conservatrices à travers leurs réseaux d'écoles, de centres de culture biblique et leurs maisons de santé par exemple. Ils avertissent la population dans ses structures contre le « danger de l'homosexualité ». Ils diffusent du matériel sanitaire, éducatif, des Bibles. Ils créent des centres de lecture de la Bible.

L'ex-président du Nigeria, le Président Olusegun Obasanjo, affirmait durant sa présidence, lors d'une rencontre avec des dignitaires religieux du Nigeria et de l'Ouganda, que « l'homosexualité était clairement opposée au principe de la Bible, non naturelle et définitivement non africaine ». De la même manière, au Zimbabwe, on peut entendre des dignitaires politiques promouvoir les mêmes pensées.

D'autres conservateurs religieux, en Ouganda et au Kenya, admettent que l'homosexualité existe, mais pensent qu'elle doit impérativement rester une affaire totalement privée et n'avoir aucune existence sociale publique. Par exemple, l'évêque anglican retraité Wilson Mutebia a mis en évidence que, durant le règne de Kabaka Mwanga, roi du Buganda dans les années 1880, les pratiques homosexuelles existaient au Palais. Cet évêque affirme que les gens qui affirment que l'homosexualité n'existe pas en Afrique mentent. « Ils n'ont fait aucune recherche ». Martin Ssempe, un militant antihomo en Ouganda, affirme lui-même qu'en effet « toutes les connaissances historiques admettent le fait que Mwanga était un déviant homosexuel, et il utilisait son statut de demi Dieu pour satisfaire son appétit vorace pour la Sodome avec les jeunes hommes domestiques du Palais ».

B2/ MAIS DES ASSOCIATIONS HOMOS DES PAYS « DU SUD » EXISTENT, SE MANIFESTENT DE PLUS EN PLUS ET NE PEUVENT PAS ETRE CONSIDEREES COMME DES CHEVAUX DE TROIE DE L'IMPERIALISME :

Nous allons donc essayer dans cette partie de montrer différentes formes d'homosexualité militantes, d'homosexualité à vocation publique, même discrètes, qui existent en Afrique. Il est évident que la vision binaire (simples pratiques versus identité, ce qui revient à dire finalement « mode de vie ») ne tient pas dans la réalité africaine et mondiale aujourd'hui. Ce qui est donc en jeu aujourd'hui, ce n'est pas l'existence de l'homosexualité féminine comme masculine en Afrique. Ce qui est en jeu, c'est ce qui se passe maintenant que dans une société de plus en plus mondialisée, où l'homosexualité, y compris dans le monde dit du SUD, réclame son existence publique et des droits. Le Sida, bien sûr, et les études sociales sur le Sida, notamment en Afrique, ont permis entre autres de connaître des populations jusque là invisibilisées comme les populations prostituées et/ou homosexuelles.

Il est évident que la lutte des homosexuel/e/s sud-africain/e/s durant les années d'apartheid dans des milieux séparés, mais aussi dans des luttes interraciales à partir de 1988. L'Afrique « de la lutte » contre le colonialisme et l'apartheid, l'Afrique du Sud, symbole, intègre avec difficultés mais l'a fait, les luttes homos dans la vision d'une Afrique post apartheid à construire. Les premières gay prides d'Afrique seront des gay prides de luttes dans l'Afrique du Sud de la fin de l'apartheid. Bien sûr, cette avancée fondamentale en Afrique australe des droits juridiques des personnes homosexuelles va s'accompagner de réactions qui vont aller dans l'autre sens. L'exemple à l'opposé de celui de l'Afrique du Sud est l'exemple du Zimbabwe et de son dirigeant Robert Mugabe, qui, dès 1995, va mener une campagne terrible contre les droits des homosexuels. Il déclare que les homosexuels se comportent pire que les chiens et les porcs et considère que l'Afrique doit lutter pour ses valeurs ancestrales et contre les mobilisations homosexuelles. La Namibie prend le même chemin que le Zimbabwe. Cela ne veut pas dire que les luttes sud africaines (jusqu'au vote en 2006 du mariage entre personnes du même sexe dans ce pays) n'ont pas impulsé des volontés sur l'ensemble du continent. Le débat de publicisation de l'homosexualité en Afrique du Sud a eu comme conséquence la multiplication des débats sur tout le continent. Et les idées ont fusé dans les deux sens, en premier lieu pour une meilleure acceptation des homosexuels en Afrique. Mais en face, avec des relais importants de la droite chrétienne, les Églises réactionnaires ont mobilisé leurs réseaux. C'est à partir des années 2000 que le débat a pris une ampleur médiatique importante sur l'ensemble du territoire africain.

B2.1/ que signifient les mariages homosexuels clandestins ?

Un phénomène intéressant est celui des mariages clandestins. Si on part du principe que, dans de nombreux pays, seules les pratiques homosexuelles existent mais non pas les identités, pourquoi de nombreux homosexuels dans leurs réseaux plus ou moins clandestins, tentent-ils d'organiser des « mariages », des unions ? Si des unions sont organisées, c'est bien parce que, bien sûr, les personnes se vivent dans une identité, même si cette identité ne peut pas être exprimée publiquement. En 2007, au Maroc, la parution d'articles sur des mariages clandestins se transforme en tempête dans la presse. Début 2008, c'est au Sénégal que la publication d'une

photo de mariage clandestin provoque une controverse à la fois médiatique et sociale qui, après un temps d'accalmie, resurgit début 2009.

Visiblement, un mode d'existence homo sociale à travers le continent africain, et c'est assez logique car les mariages sont les vrais lieux de fête dans bien des sociétés, est l'organisation de mariages, ce qui permet de se rencontrer et de faire la fête. Ce sera encore et toujours un mariage clandestin, au Malawi, qui provoquera, en 2009, une nouvelle affaire très médiatisée après l'arrestation des deux mariés. Après de nombreuses batailles, (de nombreuses personnalités, y compris du pays, expriment alors leur indignation), les deux protagonistes sont graciés par le président malawite au moment où ce dernier reçoit la visite officielle du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon. En 2009, l'Ouganda est à nouveau placé sous les feux de la rampe internationale avec la soumission d'un projet de loi condamnant plus fortement qu'elle ne l'est déjà l'homosexualité dans certaines conditions, et proposant même la peine de mort dans certains cas précis.

B2.2/ L'essor du monde associatif homosexuel.

Au cours des années 1990 et 2000, des organisations de défense des minorités sexuelles ont été créées (plus ou moins officiellement) dans bien des pays africains, plus nombreuses cependant dans le monde anglophone que dans le monde francophone, où la plupart sont apparues dans les années 2000 à la faveur du contexte de la lutte contre le sida, mais en poursuivant parfois en même temps un objectif de lutte contre la stigmatisation, voire de défense des droits humains. Rares sont aujourd'hui les pays africains où il n'existe aucune organisation relative aux minorités sexuelles. On constate un lien étroit entre, d'un côté, des mobilisations collectives et, de l'autre, les positions hostiles.

Tout comme lors de l'apparition du mouvement homosexuel européen, ou étasunien, l'aspect public de l'homosexualité s'accompagne d'une violence en symétrie qui tente de rendre à nouveau clandestine une pratique qui se transforme en identité publique. En Afrique, l'hostilité parfois considérable exprimée par certaines autorités, et jusqu'aux chefs d'État, n'interdit pas et peut même alimenter les mobilisations collectives de défense des minorités sexuelles, comme par exemple dans des pays voisins de l'Afrique du Sud, tels que le Zimbabwe ou la Namibie. Souvent, lorsque l'homosexualité émerge dans le débat public, la rupture du silence s'opère dans les deux directions, oppression et visibilité.

« Le cas du Zimbabwe est exemplaire de cette logique. L'association Gays and Lesbians of Zimbabwe (Galz) a pu, dès 1990, mener sereinement son activité de groupe de convivialité jusqu'en 1995, lorsque l'annonce de sa participation à la Foire internationale du livre à Harare provoque une controverse devenue fameuse et qui occasionne les premières déclarations hostiles du président Robert Mugabe. Galz n'a pour autant jamais cessé d'exister, et elle est même rapidement devenue le symbole de la mobilisation africaine dans ce domaine, pour les organisations occidentales ou internationales qui lui manifestent depuis un soutien appuyé.

Au Ghana, ce sont aussi les déclarations d'un président d'association gay et lesbienne qui ont déclenché une première controverse dans ce pays en 2006.

Au Cameroun dans le contexte de forte stigmatisation lié à la publication des « listes d'homosexuel/les », une association a été créée en 2006, nommée Alternatives Cameroun. Œuvrant à la fois dans le domaine de la santé (lutte contre le sida) et des droits humains pour les personnes vulnérables et victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle, elle n'a jamais cessé de se développer depuis, en dépit d'une forte stigmatisation sociale et légale des personnes ayant des pratiques homosexuelles dans le pays. Au Botswana, c'est après avoir subi le dévoilement forcé de son identité et de son orientation sexuelle dans la presse que Skipper Mogapi décida de militer, puis de fonder l'organisation transgenre Rainbow Identity en 2007. » <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/126005.pdf>

Ces différents cas sont intéressants car ils montrent la dialectique entre, d'un côté, la dénonciation de l'homosexualité et, de fait, l'obligation de sa mise en évidence publique. Parfois, le militantisme vient en premier, à d'autres moments, c'est la répression qui, de fait, crée par son action la catégorisation homosexuelle et sa mise en évidence dans l'espace public. Donc affirmer que seules les pratiques existent dans de nombreux pays est encore une fois faux, car la répression crée aussi le cadre identitaire.

Certes, dans ce contexte globalisé, où la définition même de la cause devient un enjeu central, les mobilisations africaines puisent souvent dans le registre des catégories occidentales, provoquant l'effacement de désignations locales, ce qui est dommage, car l'Afrique a, notamment par ses anciennes religions, mais pas uniquement, des traditions importantes de dénominations pour les personnes ayant des relations avec des personnes du même sexe ou du même genre. Certes, des sigles tels que LGBTI (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Intersex) sont utilisés mais d'autres permettent aussi de moins calquer l'identité historique homosexuelle occidentale, comme MSM (Men who have Sex with Men). Dans les pays africains eux-mêmes se mettent en place des organisations représentant les minorités sexuelles en Afrique. De nombreux réseaux africains se créent, par exemple « All African Rights Initiative », « Coalition for African Lesbians » ou Africa gay contre le sida (dans les pays francophones). Le plus important actuellement, par son institutionnalisation et sa visibilité, African Men for Sexual Health and Rights (Amshar), a été créé en 2009 et recrute principalement dans les pays anglophones. Par son intitulé même et ses activités, ce réseau illustre le mouvement général de globalisation des politiques « LGBT » en faveur du combat pour les droits humains. On peut bien sûr choisir d'affirmer que ce sont des mouvements occidentaux petit-bourgeois d'élites mondialisées, coupées de leur peuple, mais la réalité montre le contraire et montre plutôt l'appauvrissement et la fragilisation sociale de nombreux militants lesbiennes et gays. On sait qu'un atelier organisé en juin 2012 par Amshar en Ouganda a été interrompu et des responsables politiques en ont profité pour annoncer publiquement que le pays s'apprête à interdire plus d'une

Références importantes sur le sujet : webo-sitographie :

<http://www.publiceye.org/publications/globalizing-the-culture-wars/pdf/africa-full-report.pdf>

<http://www.contretemps.eu/interventions/f%C3%A9ministes-blanches-empire-r%C3%A9cit-complot-f%C3%A9ministe-fantasm%C3%A9>

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/intro/126005.pdf>

vingtaine d'organisations auxquelles il est reproché de défendre les minorités sexuelles.

CONCLUSION : Pour finir et en guise de conclusion, j'aimerais poser aux défenseurs de la théorie critique de l'homo-nationalisme ces quelques questions pour débattre.

1/ Les normes juridiques antihomosexuelles dans les ex-pays colonisés sont la plupart du temps l'œuvre des colonisateurs, normes non abolies après les Indépendances. Dans ce cadre, comment peut-on soutenir l'idée que l'homosexualité « identité » ou « mode de vie » est une importation occidentale ?

2/ Il ne faut pas confondre le débat sur les tactiques qui peuvent être imposées et le débat sur les identités. Il y a des tactiques qui correspondent aux histoires de chaque pays ou de chaque région du monde. Il n'y a pas aujourd'hui de différences structurelles sur les identités vécues de par le monde. En tout cas, elles s'atténuent. Doit-on les condamner parce qu'elles s'identifient pour le moment, pour se construire, à des modes de luttes occidentales par moment ?

3/ La mondialisation a fait émerger partout sur la planète des groupes homosexuels ou transsexuels qui luttent en tant que tels avec cette identité dans leur sphère culturelle. (idem pour les luttes des femmes). Pourquoi penser que ces luttes sont nécessairement articulées à l'impérialisme ?

4/ Le débat ne tourne pas autour de deux formes de vécu des relations homosexuelles qui seraient Pratiques versus Identité. Aujourd'hui, trois étapes existent et se complètent chez de nombreuses personnes : « simples » pratiques, identité vécue clandestinement, identité vécue socialement. Est-ce totalement fou de penser cela après des années d'observation et de vie en milieu homosexuel africain ?

5/ Si les homosexuels militants qui organisent socialement leur identité mettent en danger les formes traditionnelles de résistance à l'impérialisme, alors que doit-on en faire ? Les détruire ? Les considérer comme des dommages collatéraux nécessaires aux futures victoires ?

6/ C'est aujourd'hui les courants les plus réactionnaires de la droite chrétienne américaine notamment qui cherchent à renforcer l'homophobie et la transphobie sur tous les continents où ils le peuvent et notamment en Afrique et en Amérique latine. Ne peut-on pas affirmer que le vrai impérialisme est celui des Églises et de la Droite chrétienne ? Il est souvent assez interloquant de voir que les anti-homonationalismes passent par la défense des religions comme cadre culturel de protection des sociétés attaquées alors que ces mêmes religions ont la plupart du temps été imposées (que ce soit les christianismes ou les Islams). ?

7/ Il faut choisir entre une version culturaliste identitaire ou l'intersectionnalité. Pourquoi refusez-vous l'articulation des luttes autrement appelée aujourd'hui intersectionnalité ?

Jean-Louis Touton

DJIBOUTI: Dégage et après ?

Le président de la « République démocratique » de Djibouti clame haut et fort qu'il ne se représentera plus. Il prétend qu'en 2011, le peuple (cet incapable majeur), l'avait supplié de le gouverner ; d'ailleurs, il avait été réélu avec un score de 84 %. Mais décidé à quitter le pouvoir et désespérant de l'absence d'opposants dignes, son excellence Ismaël Omar Guelleh avait exprimé ce souhait : « *J'ai presque envie de publier une annonce : recherche opposants responsables désespérément. S'ils existent – et je crois qu'ils existent –, je ne demande pas mieux que de les écouter. Les autres, ceux qui sabotent le jeu démocratique et qui boycottent par principe les élections, ce sont toujours les mêmes.* »[1]. L'opposition entendit son appel et rentra au pays pour l'aider. Cette fois, le vœu de notre guide sera exaucé ! Quant au peuple, à Djibouti comme à Londres, il plébiscite massivement son départ. Fier et rassuré par le courage, la détermination et la maturité de ce peuple, il a annoncé le 8 mai des pourparlers entre l'UMP, parti au pouvoir et l'opposition. De plus le porte-parole de l'USN, principal parti de l'opposition officielle, a été relaxé par les autorités judiciaires le 12 mai.



En quelque mois, celle-ci s'est imposée sur une scène politique vide et a conquis la jeunesse. Toutefois certains critiquent, traquent les opposants de circonstance. Comment Abdourahman Boreh a-t-il pu être désigné « ambassadeur itinérant pour les relations extérieures » de l'USN ? Alors que cet homme d'affaires et ex-ami intime du dictateur est poursuivi pour détournement de fonds publics ? D'autres sont ravis de démasquer le traître : « *Cette décision est un coup de massue. Même s'il est en disgrâce à présent, M. Charles Boreh demeure l'un des grands symboles de ce régime autocratique que nous combattons avec toutes nos forces. C'est une triste nouvelle, a confié à Xinhua, Omar Ali, un des leaders du*

réseau de soutien de l'USN ». Idem pour « *l'analyste politique d' Djiboutienne Fatouma-Zahra, proche de l'opposition* »[2].

Pis, ils s'indignent des contradictions de l'opposition : chasser IOG pour Boreh et Ismaël Guedi Hared ! Ne fallait-il pas éviter l'alliance avec tous ces pourris, toutes ces vermines pour fédérer le peuple ? Mais encore ? Ils réclament le programme de l'opposition, comme si l'heure était à la démocratie. Ils revendiquent le droit d'avertir le peuple. Contre-productif. Démoralisant.

Bien sûr que les pauvres qui s'entassent dans la misère et l'ignorance connaissent parfaitement Abdourahman Boreh : c'est un ennemi de longue date. « Depuis plusieurs générations, les membres de la famille Boreh se sont distingués par leurs qualités de dirigeants, tant dans la sphère sociale que commerciale, et sont reconnus dans toute la Corne de l'Afrique pour leurs réalisations et leur philanthropie. Cette famille a aussi joué un rôle majeur dans le processus qui a mené à l'indépendance de Djibouti en 1977, dans un contexte de paix. »[3] Traduisez « un rôle majeur » par : collaboration avec les colons pour s'enrichir.



C'est Un grand bourgeois, donc : « Il y a plus d'un siècle, le grand-père d'Abdourahman Boreh a démarré un commerce traditionnel et florissant dans des domaines divers [...] [Son père] a repris ce commerce et l'a fait fructifier. [...] Enfant prodige de la troisième génération, Abdourahman Boreh s'est impliqué très jeune dans le commerce familial, tout en poursuivant des études commerciales et financières au Royaume-Uni... »[4]. Les commentateurs et les médias du

pouvoir font aussi remarquer que les intérêts du peuple ne comptent pas dans la lutte pour le pouvoir. Ils rappellent que les opposants se soucient peu de lui, qu'ils le méprisent. En fait, ils participent à la propagande du régime : « *A Djibouti la conception de la démocratie qu'ont ces messieurs (de l'opposition) est la suivante : soit on est chef, soit on cherche à renverser le chef. Ils n'ont ni la volonté ni la patience de s'occuper du reste, qui est pourtant l'essentiel: construire de vrais partis, convaincre l'opinion avec de vrais programmes, etc.* [5] » Certes, la désignation de l'homme d'affaires est ridicule, odieuse et immorale ! Mais la question est de savoir si ce compromis est une compromission. Il me semble indispensable de (re)lire Lénine. « *On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis, [...] aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas prouvé pratiquement, pendant un laps de temps assez long et en des situations politiques assez variées, qu'il sait appliquer cette vérité dans les faits, n'a pas encore appris à aider la classe révolutionnaire dans sa lutte pour affranchir des exploiters toute l'humanité laborieuse. Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui précède et qui suit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* ».

Alors que les quartiers de Balbala, Hayabeleh et Kartileh manifestent tous les vendredis, D d'autres (quartiers 3, 4 et 5 principalement) semblent endormis.

Cette indifférence cache une maladie qui ronge notre pays : le tribalisme.

Ces habitants s'excluent volontairement de l'effort

national contre le tyran. C'est un refus radical de se duper (cette fois), de se laisser prendre au piège de la démocratie. Ils assument leur « neutralité » face au conflit des « autochtones ». Ni opposants ni partisans. Oui, tous s'évertuent à défendre la position du Ni-Ni.

Impasse ethnique ? Désillusion ? Complicité ? Non, pour eux, il s'agit de ne pas oublier les frustrations et les humiliations ethniques. Ils récitent les noms de « leurs morts » pour le « Territoire des Afars et des Issas », aujourd'hui effacée de la mémoire nationale. Ils nous renvoient aux listes législatives établies par les deux principaux partis sur des bases ethniques. Alors, où est l'égalité des citoyens ? L'USN a-t-elle pris l'engagement d'assimiler (politiquement) les « autochtones » et les « allogènes » ? Franchement, je l'ignore ; pour l'heure, la seule urgence est de virer le dictateur. Et après, nous ferons le ménage, nous chasserons les ennemis secondaires. Réfléchissons pour nous désaliéner, travaillons sur le problème clanique, ethnique. La solution serait la pleine application de la Constitution djiboutienne : « Article 6, : alinéa 11er : « Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage. Il leur est interdit de s'identifier à une race, à une ethnie, à un sexe, à une religion, à une secte, à une langue ou à une région. » Alinéa 3.

L'opposition n'a pas de programme ? Djibouti a des institutions léguées par le colon et modifiées en 1992 par des constitutionnalistes « bénévoles » français.

Que la diaspora djiboutienne cesse le nombrilisme ethnique, s'organise pour guider le peuple. Il incombe donc aux djiboutiens de comprendre, d'expliquer et de proposer des solutions, d'unir le peuple en fixant des objectifs. Rendez-vous 2016 ?

Ardo Mako

[1], *Jeune Afrique*, 12 décembre 2012, interview de François Soudan

[2] Selon une information publiée par Xinhuanet

[3] MonsieurDjibouti.wordpress.com

[4] S sa biographie est publiée sur son blog, précité

[5] Ismaël Omar Guelleh, *Jeune Afrique*, 12 décembre 2012

FLAM-MAURITANIE: Trente ans de combat et retour au pays natal

C'est dans un palais de l'Est parisien comble que le Front de libération des Africains de Mauritanie a célébré son 30^e anniversaire, le 13 avril.

Trente ans de lutte acharnée contre la dictature du colonel Taya, et ensuite sous le régime d'Ould Abdel Aziz, pour un redéploiement de leur force en terre mauritanienne.

Les FLAM, à l'instar de l'ANC sud-africaine, ont montré ainsi le chemin parcouru depuis avril 1983, de la lutte armée, au processus démocratique.

Rétrospective

1986 : La Mauritanie est en effervescence. Le régime du colonel Taya découvre un document, le manifeste du Négro-Mauritanien opprimé qui fait le procès de la cohabitation entre les différentes communautés. Malgré un constat sans concession, les FLAM appellent au dialogue entre « Mauritaniens pour se dire la vérité ». Une répression s'abattra sur le mouvement : les cadres négro-mauritaniens sont arrêtés ou activement recherchés. Après un procès rapidement expédié, les principaux animateurs de l'organisation sont envoyés au fort de Walata où quelques-uns (BA Abdoul Ghoudou, BA Alassane Omar, Djigo Tafsiou et l'écrivain Tene Youssouf Guèye) décéderont des suites de leur condition de détention. Commencera donc le long exil des FLAM.



Drapeau du FLAM

Le long exil

C'est au Sénégal que les militants exilés mettent à profit le rassemblement des victimes pour se restructurer. Même si l'organisation n'a pas harcelé le pouvoir mauritanien au point de lui imposer un dialogue sur « la question nationale », elle mettra à profit cet exil pour affûter ses armes.

Toutefois le manque de soutien du gouvernement

sénégalais ainsi que sa coopération avec son homologue mauritanien fera qu'en juillet 1999, Kaaw Touré, porte-parole de l'organisation est expulsé en Suède. On verra également que la communauté internationale et le HCR réduisent leur programme d'aide aux réfugiés mauritaniens. Les cadres du mouvement sont toujours harcelés et s'exilent aux États-Unis au risque de faire éclater le mouvement et de le couper de sa base populaire. On verra donc l'émergence d'autres organisations : AJD, PLEJ, etc. qui se positionneront sur les mêmes thématiques.

1989 : la déportation des Négro-Mauritaniens

Profitant du « conflit » avec le Sénégal pour tenter de « dénégrier » le pays, le régime du dictateur TAYA, va déclencher la déportation de plus de 120 000 négro-mauritaniens, vers le Sénégal et le Mali. Il s'agissait aussi de saisir cette occasion pour faire passer enfin une réforme foncière qui rencontrait une forte résistance en milieu négro-africain, pour servir des intérêts inavoués. La déportation permit de redistribuer la terre, et les terres de ces réfugiés en exil forcé au Sénégal, comme s'ils ne devaient plus jamais revenir !



Mauritanie . Entre Maghreb et Afrique noire

Il s'agissait enfin de frapper les esprits en sévissant durement et partout pour intimider, afin de décourager à jamais toute velléité de résistance, en décapitant la seule force politique organisée que sont les FLAM, de manière à neutraliser l'avant-garde éclairée de la contestation du

projet hégémonique. Dans le feu des événements allait surgir une quatrième raison : récupérer le bétail peulh (150 000 bovin ») pour compenser les pertes matérielles subies par les Maures rapatriés du Sénégal.

Pour se venger du Sénégal voisin, les autorités mauritaniennes allaient se rabattre, sans remords, sur leurs propres citoyens qu'elles spolièrent et dépossédèrent pour les chasser ensuite comme de « vulgaires étrangers ».

2005, la scission

La chute de Taya entraînera une scission interne du mouvement. Des cadres du mouvement sont convaincus de porter, désormais le combat sur le terrain. Ils créeront le FLAM/Rénovation avant de rejoindre l'AJD pour former l'AJD/MR qui présentera Ibrahima Moctar Sarr, un Négro-Mauritanien à l'élection présidentielle en 2007. Malgré la rudesse de ce coup le FLAM ne sombre pas mais envisage sérieusement de se redéployer sur le terrain.

2013 : Quel bilan tirer ?

Depuis 2011, les FLAM ont entamé un nouveau processus politique avec les autres organisations, ces dernières revenant sur une position plus radicale vis-à-vis du pouvoir actuel. Et le processus du recensement excluant toute personne qui ne pourrait pas fournir un acte de naissance officiel, démontre aujourd'hui que la question ethnique est au cœur du rapport de force avec le pouvoir clanique. Les mêmes inquiétudes persistent donc depuis 1986.

Aujourd'hui les FLAM sont confrontés aux questions de positionnement sur l'échiquier politique et de terrain. Victime de diabolisation par l'ancien régime (rumeurs d'assassinats, de vengeance ou d'établissement d'un gouvernement uniquement composé de Négro-Mauritaniens peulhs), leur retour est attendu d'autant plus qu'il ne se pose pas en terme de concurrence ni de récupération mais s'inscrit dans un processus d'union de toutes les forces d'opposition mauritaniennes.

Toutefois subsiste encore la question de l'autonomie du Sud. A cela, le manifeste du Négro-Mauritanien opprimé, répond clairement : « *Il faudrait que le Négro Mauritanien comprenne qu'il ne doit pas s'insurger contre le Beydane en soi, mais contre l'appareil d'État arabo-berbère raciste*

et oppresseur, afin que Blancs et Noirs puissent enfin dialoguer à égalité, se battre ensemble pour des lendemains plus certains [...] Les problèmes mauritaniens doivent être posés par des Mauritaniens, discutés entre Mauritaniens et solutionnés par les Mauritaniens eux-mêmes. Notre amour pour ce pays nous commande à inviter toutes nos nationalités à un dialogue des races et des cultures, dans lequel nous nous dirons la Vérité pour guérir nos maux. Il faut que nous traduisions dans la réalité nos appels au Salut National et au Redressement de notre pays, au lieu de dépenser toutes nos ressources et toutes nos potentialités humaines dans des querelles raciales et culturelles dont les principaux bénéficiaires ne seraient certainement pas les Mauritaniens. » On est donc loin d'un appel à la vengeance, au meurtre, comme cela avait été affirmé par la junte pour justifier ses exactions envers les Négro-Mauritaniens.

Au cours de cette célébration, plusieurs partis politiques et organisations étaient présents. Pour le PS, le député de Montreuil, M. Razzy Hamadi s'est engagé à poser une question écrite au gouvernement français concernant la situation de quasi apartheid subie par les Négro-Mauritaniens. On attend donc avec impatience la réponse qui sera apportée par Hollande et ses amis.

Quant au NPA, que j'ai eu l'honneur de représenter, son soutien aux organisations d'opposition n'est plus à démontrer. Depuis 1995, nous sommes aux côtés, notamment, des FLAM et plus récemment du mouvement de la jeunesse mauritanienne « Touche pas à ma nationalité ».

Le NPA souhaite donc s'inscrire un long moment encore en compagnon de route des FLAM. Trente ans dans la vie d'une organisation c'est long mais c'est aussi le signe d'un dynamisme militant. Certes, il y a eu des remous, des scissions, des réconciliations, mais jamais de trahison envers le peuple.

Comme nous l'affirmons dans nos organisations respectives : la lutte continue...

Mariam Seri-Sidibe

RWANDA : Génocide des Tutsi, l'excellence française

Le 8 mai, nous aurons, une fois encore, célébré la victoire des Alliés sur les nazis, autant dire la victoire du bien sur les ténèbres. Mais qu'en est-il du nazisme tropical ?

Coups d'État, soutien aux dictatures, assassinats d'opposants ou de chefs d'État, guerres civiles, sans parler de l'incessant ballet des valises à billets, si cette face noire de la V^e République dont Foccart est l'emblème, était mieux connue d'un public plus large, le ronron lénifiant entourant la figure désormais consensuelle du général de Gaulle s'enrayerait peut-être.

Car « le discours commémoratif oublie sa trouble origine : l'ancien crime d'État »[1]. L'ancien et le nouveau.

G. de la Pradelle pouvait encore, en ouvrant les travaux de la Commission d'enquête citoyenne, parler des « fortes présomptions de complicités françaises » dans le génocide des Tutsi du Rwanda. Aujourd'hui, l'accumulation de témoignages, de récits de rescapés, de travaux et d'enquêtes nous a fait entrer dans le monde des faits. Et les faits sont durs. Au Rwanda, les Français sont partout présents. Aux barrières où l'on vérifie l'appartenance « ethnique » (en cas de doute, quand l'apparence fait douter de la mention de la carte d'identité, Français et miliciens génocidaires recourent au stéréotype esthétique-racial : la taille, le teint et même... la couleur des gencives) et où l'on élimine l'« ennemi », c'est-à-dire le Tutsi, dès 1991. On y viole aussi les femmes tutsi avant de les massacrer quand elles ne sont pas conduites au bordel.

Dans les camps d'entraînement où soldats et miliciens sont formés au maniement des armes et où ils apprennent à tuer, en toute discrétion, ceux qui sont sur la liste noire du « Fichier central » ou qui sont pris par hasard, cela longtemps avant le 7 avril, date du déclenchement du génocide. L'absence de trace (ni cadavre ni enquête) donnera l'image d'un pays calme aux yeux des observateurs étrangers. On forme aussi des opérateurs radio y compris à la désinformation. Les Français portent l'uniforme rwandais et partout, un officier français double un OPS. Et c'est un Français qui est... chef d'état-major de l'armée rwandaise (le lieutenant-colonel Chollet). L'engagement est intégral.

De plus, jamais la « doctrine de la guerre révolutionnaire »

-DGR- n'y aura été appliquée avec autant de détermination. Le territoire y est si étroitement quadrillé (jusqu'au pâté de 10 maisons), que le moindre mouvement y est noté. La multiplication des milices (après le multipartisme chaque parti aura la sienne mais il y a en avant), des hiérarchies parallèles, des sociétés secrètes dessinent d'inextricables réseaux. Jamais le pouvoir de nuisance de la DGR n'aura atteint un tel degré.

On s'explique mal dès lors la confondante apathie et la tranquille ignorance des journalistes, des lettrés et surtout... des militants anti-impérialistes.

Nous vivons, il est vrai, dans un pays où l'on peut, dans la même semaine, inviter sur une radio publique, l'amiral Lanxade, chef d'état-major d'avril 1991 à septembre 1995, et un historien de renom[2], chargé d'évoquer la mémoire de l'ottomaniste, Gilles Veinstein, sans interroger le premier sur son rôle dans l'extermination des Tutsi et sans demander au second s'il a bien pris la mesure des propos de Veinstein, quand il parle à propos du génocide des Arméniens de « déplacements qui finirent en hécatombes ». Il est vrai qu'on y invite aussi M. Védrine, une fois par mois, à nous dévoiler les enjeux géostratégiques du moment.

On comprend dans ces conditions que certains en viennent à souhaiter le procès en diffamation à la Zola pour faire savoir jusqu'où s'étend le « savoir-faire français reconnu dans le monde entier ».

F. Criscenti



MALI: Aggravation de la situation néo coloniale

L'intervention militaire française bénéficie d'un consensus en France mais aussi à l'échelle internationale, y compris en Afrique. Peu importe que la demande d'intervention, réécrite par la France, émane d'un président malien non élu, ou de l'absence de toute résolution expresse du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans la gauche française, personne ne s'est sentie floué par cette intervention alors que quelques mois auparavant, lors du discours de Dakar en octobre 2012, la doctrine du gouvernement Hollande affirmait que les Africains eux-mêmes devaient régler leurs problèmes : « *Le futur de l'Afrique se bâtera par le renforcement de la capacité des Africains à gérer eux-mêmes les crises africaines* ». Et pour que les choses soient claires, Hollande réaffirmait : « *La France apportera un appui logistique. Mais à sa place. C'est dans cet esprit que je conçois la résolution de la crise malienne.* »

Le fait que ce soit la France qui intervienne et pas un autre pays semble naturel à tout le monde. Pourtant au niveau économique, elle n'occupe plus la première position, au niveau militaire elle n'a pas d'accord d'intervention et de protection, mais le fait qu'elle soit l'ancienne puissance coloniale lui confère une sorte de légitimité, ce qui en dit long dans l'inconscient collectif sur la réalité des indépendances des pays africains francophones.



Il est donc complètement intégré que c'est à la France d'assurer la stabilité des régimes de son pré carré africain, en dépit des nombreux dérapages dont le plus tragique fut le soutien aux génocidaires rwandais.

Cette idée du « cela va de soi », n'a pu être que renforcée lors du débat parlementaire en France y compris quand Jean-Jacques Candelier déclare pour le groupe du FDG à

l'Assemblée nationale : « *Le Mali n'est pas l'affaire de la France, même si, en tant qu'ancienne puissance coloniale, nous avons une responsabilité.* » [1]

Aucune voix au Parlement ne s'est opposée au prolongement de cette intervention militaire puisque les élus du Front de gauche se sont abstenus, faisant passer la France pour une alliée des Maliens alors que le gouvernement français a saboté toutes leurs tentatives de se prendre en mains, notamment en torpillant la mise en place d'une conférence nationale souveraine lors de la chute d'Amadou Toumani Touré, qui aurait permis au peuple malien de diriger lui-même la libération du pays contre les djihadistes qui sévissaient au Nord.

L'absence de toute opposition à l'Assemblée permet à Paris d'avoir les coudées franches pour imposer son propre plan de paix. Des élections bidon qui permettront aux caciques de l'ancien régime de rester au pouvoir et de fermer les yeux sur les agissements des différentes milices qui se présentent toutes comme représentatives des populations du Nord et dont l'enjeu est de conserver les pouvoirs régionaux permettant de continuer les trafics lucratifs.

Une nouvelle période

L'intervention militaire française au Mali hier, présentée comme une opération ponctuelle permet dorénavant à la France mais aussi aux États-Unis de bénéficier de camps militaires permanents dans de nouveaux pays comme le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger avec une base américaine de drones. L'opération Serval a démontré l'importance du stationnement des troupes françaises sur le continent, comme au Gabon, au Tchad mais aussi en Côte-d'Ivoire, stationnement qui est désormais officialisé dans le Livre Blanc de la défense nationale 2013. De plus, la hiérarchie militaire est à l'abri des coupes budgétaires, puisque les sommes allouées seront maintenues. De nouveau, l'influence politique de l'armée française dans les affaires africaines redevient majeure.

Mais l'intervention militaire au Mali censée restaurer État de droit et démocratie dans ce pays est une formidable aubaine pour les dictateurs africains de renforcer leur

pouvoir. Le président Hollande reste dépendant diplomatiquement des gouvernements des pays africains qui ont accepté et soutenu l'intervention en participant à la fiction de la MISMA. Difficile pour Paris de se mettre à dos ces potentats locaux.

Au Togo, Faure Gnassingbé refait piteusement le coup de l'incendie du Reichstag en accusant les principaux dirigeants de l'opposition d'être coupables de l'incendie des deux grands marchés de Lomé et de Kara. Paris, qui a transmis au gouvernement togolais les résultats des enquêtes scientifiques menées sur place, refuse de les rendre publiques car cela serait un désaveu cinglant pour le gouvernement en place. Quand le Quai d'Orsay sort de son silence, c'est pour avaliser les mascarades électorales à Djibouti d'un Guelleh qui n'hésite pas à faire tirer sur des manifestants pacifiques. Idriss Déby, lui, se sent le vent en poupe, auréolé de l'efficacité de l'armée tchadienne, il vient de découvrir un nouveau complot qui lui permet d'embastiller pêle-mêle généraux, députés, journaliste et blogger, bref tous ceux qui représentent un danger potentiel.

Nous sommes bien loin du discours de Hollande à l'Assemblée nationale du Sénégal qui donnait comme priorité à son gouvernement la lutte pour les libertés sur le continent

ou des manifestations d'humeur, somme toute assez puérides, d'Hollande, à Kinshasa lors du sommet de la francophonie à l'encontre de Joseph Kabila responsable de nombreuses violations des droits humains dans son pays.



Ce qui était présenté comme une opération de restauration de l'État de droit et de la démocratie au Mali a comme conséquence le maintien d'une clique corrompue et un renforcement des dictatures dans le pré carré africain, mais que pouvait-on attendre d'autre d'une intervention militaire de la France ?

Paul Martial

[1] Assemblée nationale, XIV^e législature, session ordinaire de 2012-2013, compte rendu intégral séance du lundi 22 avril 2013.

Afriques en lutte est un collectif de militant(e)s anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Son site présente les articles parus dans le bulletin (envoi gratuit sur simple demande) ou d'autres publications amies. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora. **REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !**

INTERVIEW AFASPA: Le changement, toujours pas pour maintenant



Michèle Decaster, secrétaire générale de l'Afaspa (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique[1]) a répondu à nos questions.

D'abord, commençons par une présentation de l'Afaspa...

L'Afaspa a été créée il y a 40 ans par des militants anticolonialistes et anti-impérialistes, historiens, avocats, syndicalistes, scientifiques... qui voulaient étendre le mouvement de solidarité internationale, qui s'exprimait à l'époque à l'égard du peuple vietnamien, au continent africain qui subissait l'apartheid et dénoncer les manœuvres des anciennes puissances coloniales pour préserver leurs domination politique et économique sur les jeunes Etats indépendants.

Depuis, elle agit pour faire connaître, en France, les réalités historiques, sociales et sociétales africaines au travers de divers outils (sa revue trimestrielle *Aujourd'hui l'Afrique*, des expositions, son site Internet, des projections-débats, des conférences). Elle met en relation des collectivités locales, des comités d'entreprises, des associations, des syndicats, des professionnels, etc. avec les forces démocratiques et des animateurs du mouvement social sur le continent ; elle soutient les luttes d'émancipation des peuples africains et mène des campagnes de solidarité à partir de leurs revendications ; elle interpelle les institutions françaises et internationales sur leurs responsabilités à propos des mesures

économiques qui obèrent le développement durable des pays, l'état de guerre permanent dans ceux dont le sous-sol regorge d'immenses richesses.

Le mois dernier s'est tenue votre assemblée générale, peux-tu nous en dire quelques mots ?

Nous avons discuté des enjeux économiques que représente l'Afrique au regard de la mondialisation capitaliste et des conséquences pour l'avenir du continent. A ce sujet nous avons analysé la stratégie de déstabilisation, de fragilisation des Etats et des sociétés qui s'est traduite par l'intervention franco-britannique en Libye, la situation que connaît aujourd'hui le Sahel et le développement de conflits dans les régions de richesses minières comme la RDC et la Centrafrique.

Nous avons aussi débattu des accaparements de terres par des Etats et des multinationales pour l'agrobusiness (sols, sous-sol et accès à l'eau) qui auront des conséquences dramatiques sur l'avenir de la paysannerie africaine et l'alimentation de populations déjà confrontées à la spéculation sur les denrées.

Un débat s'est instauré sur l'intervention de la Chine en Afrique : s'agit-il d'un impérialisme comme les autres ? C'est une question que nous allons approfondir et qui fera l'objet d'un dossier dans un prochain numéro d'*Aujourd'hui l'Afrique*.

Nous avons discuté et enrichi le document d'orientation qui servira de base au plan de travail pour les mois à venir.

L'Afaspa était présente au FSM de Tunisie, quel bilan en tirez-vous ?

Huit membres de l'association ont participé à cette grande rencontre internationale des peuples qui se tenait dans une Tunisie à la croisée des chemins. Nous y avons organisé trois ateliers qui ont connu une bonne fréquentation : « Déstabiliser les Etats pour poursuivre le pillage des ressources » ; « les multinationales à l'assaut de l'Afrique », co-organisé avec l'Union syndicale Solidaires en partenariat avec les syndicalistes tunisiens de l'UGTT Télécom et le syndicat marocain des Télécom auquel ont participé des camarades de la CGT services et des syndicalistes sud-africains et le « Règlement des conflits

en Afrique, quelle place et quels rôles pour les femmes » co-organisé avec le Mouvement de la paix et en partenariat avec une association de femmes du Sud-Kivu (RDC) et des Tunisiennes du Réseau Dynamique Femme & FSM.

Nous avons aussi eu des discussions très intéressantes autour d'un point rencontre improvisé durant ces trois jours devant l'amphi de la fac de droit. Les uns et les autres de notre délégation ont assisté à des débats très riches. Ces forums sociaux sont des moments essentiels pour le développement de luttes communes que nous avons à mener ensemble, peuples du monde en butte aux prédateurs de la planète, qui n'ont que faire de l'humanité.

Quelle est votre position sur l'intervention française au Mali ?

Au Mali, la France aurait prétendument voulu stopper l'avancée de mouvances du même acabit que celles qu'elle soutenait en Libye, un an plus tôt... Nous avons été contre cette intervention, comme nous étions contre celle en Libye et toutes celles qui ont suivi les indépendances des pays d'Afrique, qui se chiffrent à 54 avec des durées plus ou moins longues – celle du Cameroun étant la guerre la plus longue : cinq ans avant l'indépendance et 10 ans après. Voilà des pyromanes qui se reconvertissent en pompiers et prétendent aux médailles de sauvetage ! Toutes les conditions d'affaiblissement de l'État malien ont été réunies au travers de mesures économiques prédatrices comme la dette, la dévaluation du franc CFA, les plans d'ajustements structurels, la mainmise sur une grande partie des réserves monétaires, la corruption. Les interventions militaires n'ont qu'un but : la maîtrise politique... L'insistance des dirigeants français pour faire des élections en juillet, alors que des dizaines de milliers de réfugiés ne pourront s'exprimer et qu'une partie du territoire n'est pas accessible aux institutions de l'État est bien significative : on se demande où est la souveraineté du peuple malien ? Cette intervention atteste que la

[1] afaspa@wanadoo.fr / www.afaspa.com

présence militaire de la France en Afrique se renforce.

Plus généralement, quelle est votre appréciation sur la première année du gouvernement Hollande concernant les relations de la France avec l'Afrique ?

Il y a une grande continuité avec la politique précédente avec la même promesse de mettre un terme à la Françafrique. Le PS avait, en son temps, approuvé l'intervention en Libye et on ne l'a jamais entendu proposer de modifier les modalités des rapports économiques avec les anciennes colonies françaises... Il s'apprêtait à présenter l'ancien directeur du FMI pour le fauteuil présidentiel : c'est tout dire !

Dix jours après son élection, le nouveau président François Hollande a reçu le roi du Maroc venu frapper à sa porte pour s'assurer que la France continuerait bien à soutenir sa colonisation du Sahara occidental et peut-être aussi recommander un poste ministériel pour Najat Vallaud-Belkacem, qu'il avait nommée au sein du conseil de la communauté marocaine à l'étranger en 2007. Il est aujourd'hui rassuré sur les deux sujets.

La réception rapide du quatuor de sous-traitants régionaux de la Françafrique, Bongo-Déby-Sassou-Biya, a valu à chacun de ceux-ci reconnaissance, réhabilitation et légitimation... Depuis, effectivement, les troupes tchadiennes étaient bien à l'œuvre au Mali et Déby lui-même vient de contribuer en mars dernier au changement de marionnette au pouvoir en Centrafrique (l'islamiste Djotodia à la place du chiraquo-débyen Bozizé) en vue de la mainmise sur le pétrole de la RCA.

Décidément, le changement des relations entre la France et les Etats indépendants d'Afrique ce n'est toujours pas maintenant !

Propos recueillis par Paul Martial

La lutte des réfugiés de Choucha

La plupart des participantEs du Forum social mondial (FSM), fin mars à Tunis, ont dû les voir à un moment ou un autre. Les réfugiés en lutte du camp de Choucha, situé à la frontière tuniso-libyenne, étaient fortement présents pour attirer l'attention du monde sur leur combat. Une cinquantaine d'entre eux se positionnaient, pendant les quatre jours du Forum, aux entrées du campus pour distribuer des tracts ou encore dans les cours intérieures de l'université El-Manar, avec des tracts. CertainEs entre eux et elles participèrent aussi aux débats dans les ateliers, notamment ceux consacrés aux droits des migrantEs. Leur lutte n'a pas cessé avec le départ des participantEs au FSM. 41 d'entre ces réfugiés ont entamé une grève de la faim devant les locaux du UNHCR (commissariat des N.U. pour les réfugiés), à Tunis, depuis fin mars. Au moins sept participants ont dû être hospitalisés, depuis.



Camp de réfugiés de Choucha-Tunisie

Le nom de Choucha a commencé à être connu en dehors de la Tunisie au printemps 2011, quand des centaines de milliers de travailleurs immigrés fuyaient la Libye en guerre. Jusqu'ici, le régime de Kadhafi avait fondé le « modèle » économique du pays en grande partie sur le travail des immigréEs (Africains subsahariens, mais aussi Tunisiens, Égyptiens, Palestiniens, Pakistanais, Bangladais...); par ailleurs, dans l'esprit de beaucoup de migrantEs, la Libye était un pays de transit vers l'Europe. Avec le début des violences, à partir de février 2011, beaucoup d'entre eux et elles furent contraints à un nouvel exode. Les immigrés devenaient particulièrement la cible de certains Libyens armés, surtout les Noirs, tous mis – par certains acteurs locaux – dans le sac des « mercenaires de Kadhafi ». Des dizaines de milliers de personnes passèrent par le champ de Choucha, dont la majorité ont été plus ou moins rapidement rapatriés vers leurs pays d'origine.

Y sont restés, ceux et celles pour qui ce choix était impossible : réfugiés venant de pays en guerre ou risquant leur vie en cas de retour ; originaires de Somalie, du Soudan, de l'Érythrée par exemple. Certains ont été intégrés dans des programmes de « réinstallation » sous l'égide du UNHCR, par exemple 201 réfugiés admis – avec beaucoup de retards – en septembre dernier en Allemagne. Aujourd'hui, on trouve cependant deux groupes dans le camp. D'un côté, environ 400 réfugiés qui se sont vu reconnaître le statut de réfugié (selon la Convention de Genève) par l'UNHCR, mais à qui on refuse une « réinstallation » dans un autre pays. On leur oppose le fait qu'ils seraient arrivés « trop tard » à Choucha, à partir de décembre 2011, la guerre en Libye étant finie. Or, les violences en Libye continuent, aussi à l'encontre des Noirs, et certains d'entre eux étaient restés bloqués pendant plusieurs mois à la frontière. La Tunisie ne connaissant pas de système d'asile ni de statut particulier de protection des réfugiés, ils souhaitent vivement être réinstallés, que ce soit en Europe ou dans un autre pays africain. Par ailleurs, environ 220 réfugiés se sont vu refuser le statut de réfugié par l'UNHCR, souvent suite à des procédures bâclées avec des traductions défectueuses. La direction du camp, sous le contrôle de l'armée tunisienne qui souhaite le vider entièrement jusqu'au 1^{er} juillet, fait tout pour diviser ces deux groupes. En jouant sur les nerfs de personnes, épuisées après avoir passées parfois jusqu'à deux ans parquées dans le désert.

Le 11 avril 13, une journée de solidarité internationale pour les réfugiés de Choucha a eu lieu, avec des actions à Tunis, en Allemagne (Berlin), à La Haye, à Paris et à Rabat (Maroc), souvent devant les bureaux locaux du UNHCR. En parallèle, une campagne d'envois massifs de fax au UNHCR a eu lieu le même jour. En France, une délégation du FALDI – Forum des associations démocratiques de lutte de l'immigration – a été reçue par des représentants du UNHCR.

Pour faire aboutir les revendications des réfugiés de Choucha, qui luttent pour leur dignité et afin de ne pas être « abandonnés dans le désert » - comme ils l'ont formulé dans un tract distribué lors du FSM -, il faut continuer et élargir cette campagne. En y associant des forces de la société tunisienne, européenne et des sociétés africaines.

Berthold Du Ryon

Forum Social Mondial : vers la convergence des luttes !

Pour la première fois, le Forum social mondial (FSM) vient d'avoir lieu fin mars 2013 dans un pays arabo-berbère et méditerranéen du continent africain. Ce qui était impensable dans un pays arabophone avant 2011, tant que les Ben Ali et Moubarak étaient au pouvoir, a pu se réaliser grâce aux révoltes anti-dictatoriales dans le monde arabe. « *Le Forum Social, en entrant en contact avec une société en mouvement, en ébullition, produit une réaction chimique ; une interaction extrêmement intéressante* », a formulé Éric Toussaint (du Centre pour l'annulation de la dette du tiers-monde - CADTM), dans une interview.

Le FSM était précédé, le week-end d'avant, par une grande rencontre d'environ 1.000 participantEs pour le non-paiement de la Dette ; dette contractée par l'ancienne dictature au détriment du peuple tunisien, et qui sert maintenant à tenir emprisonnés les choix économiques des nouveaux gouvernements démocratiques. Autour du Front populaire de Tunisie, une vingtaine de formations politiques des pays du pourtour méditerranéen – ainsi que de Belgique, Haïti et du Venezuela - ont tenu ensemble un grand meeting de clôture et promis de continuer à travailler ensemble.

Travaux pratiques

Le matin, avant l'ouverture du Forum prévu mardi 26 mars 2013, des délégations d'organisations syndicales françaises (SUD, CGT), mais aussi des militant(e)s marocains, burkinabé, rwandais, sud-africains et autres ont participé à un rassemblement au siège de Téléperformance pour soutenir les grévistes de la multinationale. Cette entreprise, l'un des leaders mondiaux dans le secteur des Centres d'appel, a son siège et est cotée en Bourse à Paris. Elle assure le « service de clientèle » de plusieurs des plus grandes entreprises françaises. Depuis fin février, une partie de ses salariés sont en grève avec le soutien de l'UGTT, pour demander l'application d'une convention collective (signée en 2010 mais jamais appliquée) et pour demander l'annulation de licenciements. Leur lutte contre la multinationale était soutenue par des syndicats français, et a aussi été le sujet de plusieurs débats au sein du FSM. Du 1er au 3 avril, la grève chez Téléperformance a d'ailleurs connu un nouveau pic, avec plus de 80 % de participation. Depuis lors, les grévistes ont pu arracher un accord, signé le 18 avril, qui garantit des augmentations salariales, supprime toutes les ruptures de contrats de travail en période d'essai (intervenus pendant la grève), et permet un « réexamen » des licenciements qui avaient été prononcés en février avant la grève. Des participant(e)s ont considéré ce résultat comme un succès, même s'il faudra observer les suites concrètes sur le terrain.

Les luttes sociales transnationales, au Nord et au Sud de la Méditerranée (dans le secteur des télécommunications, dans la métallurgie avec ses sous-traitants en Tunisie ou au Maroc, ...) ont aussi constitué un des grands thèmes du FSM. Tout comme la lutte contre la Dette illégitime, et contre les accords de libre-échange qui lient p.ex. la Tunisie ou le Maroc à l'Union européenne et à d'autres pays impérialistes. En réponse aux révolutions arabes, l'UE a lancé depuis mai

2011 le « partenariat de Deauville » (du nom de la ville qui avait hébergé le G20 présidé alors par Nicolas Sarkozy) ; et propose actuellement un « partenariat de libre-échange approfondi » au Maroc, à la Tunisie ou à la Jordanie. Le tout étant accompagné de négociations avec le FMI sur des nouveaux crédits, en Tunisie (pour 1,75 milliards de dollars) ou en Égypte, dans ce dernier cas sur plus de 4,5 milliards de dollars. Il s'agit d'enfermer ces pays définitivement dans un « modèle » économique néolibéral, tourné vers l'exportation en direction du Nord et le paiement de la Dette. La critique de ces accords, ou la meilleure façon de contrer l'offensive de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) – qui a déjà « accompagné » les restructurations néolibérales en Europe de l'Est à partir de 1990, et s'active actuellement en Afrique du Nord -, a également constitué le thème de plusieurs ateliers et débats du FSM.

Opposant(e)s et pro-régime

Les forums syndicaux ont, dans certains cas, donné lieu à des vifs affrontements dans la mesure où des syndicats proches du pouvoir étant présents, notamment dans les cas marocain et algérien. L'UGTA (centrale proche du pouvoir) se disputait ainsi la parole avec les syndicats autonomes algériens. Ceci alors que 96 personnes, appartenant aux syndicats autonomes et à plusieurs associations, avaient été empêchés par les autorités du pays de traverser la frontière pour participer au FSM. Certains participants marocains étaient, par ailleurs, aussi et surtout présents pour contrer les demandes d'autodétermination du Sahara Occidental, fortement présentes. A cet effet, une réunion avec certains participants marocains sous la direction du ministère des Affaires étrangères avait eu lieu, dans la semaine précédant le forum...

En théorie, les pouvoirs étatiques n'ont pas le droit à la parole, dans les Forums sociaux. Une fois de plus, ce principe n'a pas été respecté. L'organisme US-AID, proche du ministère des Affaires étrangères états-unien, était ainsi présent au titre d'ONG. Un organisme de propagande du régime iranien montrait en public des slogans négationnistes, parlant des crimes de Gaza sous le titre « The REAL Holocaust », ce qui revient à dire que le génocide nazi n'aurait pas existé. Et des hommes derrière le stand en question filmaient des opposants avec une énorme caméra. A l'avenir, de telles forces, qui n'ont strictement rien à faire dans un forum progressiste !, devraient être efficacement bannies, de gré ou de force.

Pour le reste, ce Forum a permis de nouer des contacts précieux et de travailler à la convergence des luttes, au-delà des frontières nationales et de la Méditerranée. C'est ce travail-là qu'il faudra approfondir et pérenniser.

Berthold Du Ryon

ALGERIE : La Pacification Livre noir de six années de guerre en Algérie

1 967: Suite à une mesure d'expulsion, Nils Andersson, suédois d'origine, quitte la Suisse où il s'était installé, mettant fin à une importante aventure éditoriale, les éditions de la Cité.

Figure emblématique d'un front des éditeurs, Nils Andersson se fit l'écho d'une protestation grandissante contre la généralisation de la torture pratiquée par l'armée française en Algérie, en rééditant à Lausanne *La Question* d'Henri Alleg, après son interdiction et sa saisie en France, le 27 mars 1958.

On lui doit la préface de cette réédition de *La Pacification*, ouvrage majeur d'Hafid Keramane, que La Cité publia pour la 1ère fois en 1960 et qui traite des disparus de la bataille d'Alger. Un exemplaire de ce livre sera piégé par l'organisation terroriste La Main Rouge, exécuter des basses œuvres des services secrets français, pour assassiner le professeur Laperche, de Liège, qui hébergeait un militant du FLN.

La Pacification, c'est un travail rigoureux qui recense toute la panoplie de la répression brutale exercée par le gouvernement français contre les combattants et résistants à la guerre d'Algérie: tortures, exécutions sommaires, incendies de villages. Il donne aussi à lire témoignages, documents, lettres et articles de presse pour sortir cette période du silence dans lequel le gouvernement français s'acharnait à l'enfermer.

Œuvre historique, œuvre de mémoire, l'ouvrage est recontextualisé par Nils Andersson, son premier éditeur, qui raconte dans une longue préface, la vie de ce livre, depuis l'origine jusqu'à sa diffusion clandestine. C'est le fruit d'une intense activité éditoriale, dénonçant la guerre coloniale, en solidarité avec l'indépendance algérienne, le combat d'un front éditorial qui résista à la nuit coloniale.

L'association Sortir du Colonialisme est à l'initiative de cette réédition, hommage à Hafid Keramane, mort en novembre 2012, comme une réponse urgente à plusieurs exigences:

1 Libérer enfin la parole sur le rôle de l'État et de l'armée française dans cette guerre qui ne disait pas son nom, refuser le renvoi des violences dos à dos, alors qu'il s'agissait bien d'actes de résistance face à

une armée d'occupation. La pacification, c'est une stratégie militaire dont l'Algérie en guerre a été le laboratoire d'expérimentation; ses techniques, le cynique "savoir faire français", voire les acteurs comme le sinistre Aussaresses, sont utilisés par l'impérialisme en défense du nouvel ordre colonial mondial, en Amérique latine, au Vietnam, en Irak ou encore en Afghanistan.

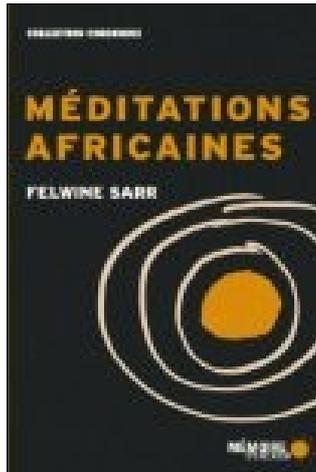
2 Rappeler l'idéologie du Front National, parti issu de l'OAS et de la collaboration, et dont le fondateur, Jean Marie Le Pen apparaît pour la première fois en lieutenant tortionnaire dans *La Pacification*. A l'heure de la dédramatiser et de l'ultramédiatiser de sa fille, il est plus que temps de dire ce que n'a jamais cessé d'être ce parti, de montrer son vrai visage pour impulser une vraie riposte sociale antifasciste.

3 Combattre une nostalgie de moins en moins rampante qui impose sans vergogne stèles, plaques et monuments à la gloire de l'OAS. Jean Yves Le Drian, ministre PS de la défense en exercice a légitimé de sa présence, en novembre 2012, la cérémonie officielle de transfert des cendres du Général Bigeard, au cours de laquelle il déclare que l'inventeur des "crevettes" du même nom "mérite le respect"! De nombreux élus de la droite extrême, comme Jean Marc Pujol, maire UMP de Perpignan qui met en berne les drapeaux de la ville, refusent de commémorer dignement la fin de cette guerre, ainsi que le prévoit la loi sur le 19 mars 1962.

Contre la falsification de l'histoire, la réédition de *La Pacification* est un événement indispensable pour décoloniser les esprits dans une France malade de son histoire coloniale.

Gisèle Felhendler

La Pacification
Hafid Keramane
Préface de Nils Andersson
320 pages/16 euros
Édition Les petits Matins avec Sortir du Colonialisme



L'ouvrage Méditations africaines est un livre d'aphorismes et de sagesses africaines: une flânerie dans les autres livres, dans les grandes et petites idées qui nous interpellent. Une suite de formes brèves, si concises et lumineuses que l'on oublie et l'acte de lire et celui de penser. On accepte la promenade et on traverse encore le fleuve pour mieux voir le monde.

Dans les bras du fleuve de Saint-Louis du Sénégal, un être pense lentement au fil de l'eau, ruminant mot après mot, phrase après phrase ; et l'existence se confond avec le fleuve, tout coule alors en pensées et en actions. C'est à cet exercice de méditation et de parole que nous convie Felwine Sarr.

En plus de cette plongée dans le savoir-faire et le savoir-vivre africain, on retrouve dans ces Méditations un savoir-être passionnant. Un véritable plaidoyer pour une Afrique intériorisée et vraie.

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>